



Prospective
research

Comment mettre le travail de care au cœur des politiques publiques en région bruxelloise ?

Messages clés

1

La Région bruxelloise fait face à une double crise – celle du logement et du care – deux enjeux profondément interdépendants mais souvent traités séparément. Le **travail de care résidentiel**, notion développée dans le cadre de cette recherche, est une activité essentielle au maintien de la vie, inégalement répartie qui prend place dans le logement et ses abords, et participe à l’empouvoirement des habitant·es et des communautés locales ou, au contraire, au renforcement des inégalités systémiques de la société cis-hétéro-patriarcale, néo-libérale et colonialiste.

2

Le poids du care, le prix du mal-logement

Les personnes sexisées et racisées assument majoritairement le travail de care, essentiel à la société mais invisibilisé et dévalorisé. Elles sont aussi les premières victimes du mal-logement et subissent de plein fouet les vulnérabilités résidentielles, révélant l’imbrication structurelle entre travail genré et accès inégal à un habitat digne.

3

Démarginaliser le care pour repenser la ville

Intégrer le travail de care dans les politiques publiques, c’est d’une part, reconnaître l’inégale répartition du travail de care au sein de la société dans une perspective intersectionnelle, mais aussi valoriser les pratiques qui soutiennent les personnes vulnérables, entretiennent les espaces et renforcent le tissu social. Cela suppose un changement de paradigme : penser la ville non plus à partir de logiques économiques et individualistes, mais à partir des activités qui permettent de soutenir la vie humaine. Pour relever ces défis, il est essentiel de soutenir les pratiques de care existantes en les rendant visibles, en les valorisant et en favorisant leur mutualisation.

Introduction

Le logement à Bruxelles reste marqué par de nombreuses formes de vulnérabilités résidentielles : insalubrité, enclavement, isolement, violences domestiques, inégalités dans l'accès aux équipements et aux services. Ces vulnérabilités touchent plus fortement les personnes issues de l'immigration, les minorités de genre, les personnes âgées et en situation de handicap, les familles monoparentales.

En réponse, les habitant-es déploient des pratiques de soin (matérielles, relationnelles, spatiales) que l'on peut regrouper sous le terme de travail de care résidentiel. Ces pratiques restent ignorées ou rendues impossibles par la conception même des logements, l'architecture des bâtiments, l'organisation institutionnelle ou le cadre réglementaire. Cette recherche interroge donc : comment le travail de care résidentiel permet-il de lutter contre les vulnérabilités résidentielles en Région de Bruxelles-capitale ?

Méthodes et approches

La recherche CTRL+H s'appuie sur une enquête qualitative mixte menée dans six complexes d'habitation collective (entretiens, plans habités, carte du quartier vécu, observation, groupes de discussion). Ce travail de terrain d'une durée de 24 mois a permis d'identifier et de recueillir les dynamiques de soins existantes au sein des logements collectifs de la RBC. Cette enquête a été menée auprès de 40 habitant·es et 25 travailleur·euses de terrain (travail social, employé·es du logement, concierges d'immeubles, etc.). Les entretiens avec les habitant·es ont porté sur leur vie quotidienne et leur rapport au *care* à différentes échelles : le logement, les espaces collectifs et le quartier.

Les données qualitatives collectées ont permis d'identifier 11 variables clés des liens entre crise du care et du logement : mal-logement, accessibilité financière, isolement social (vulnérabilités résidentielles) ; soin de l'espace intérieur et extérieur, soin à la personne – soutien communautaire et collectivisation et lutte contre les violences domestiques (travail de care) ; configurations spatiales, tensions sociales et communautaires, dysfonctionnement de la gouvernance (obstacles au travail de care) ; organisation informelle, désobéissance civile et mobilisation habitante (tactiques). Les variables clés sont des facteurs dont la dynamique peut influencer l'évolution du système de prospective à l'horizon de 2050.

Les scénarios sont issus de l'évolution des 11 variables dans 4 sociétés gouvernées par des actrices différents (entreprises de la Tech, État néofasciste, associations, habitant·es). Les scénarios ont été racontés dans des films d'animation réalisés par 4 réalisatrices.

Résultats et scénarios prospectifs

Résultats

La recherche CTRL+H montre combien les vulnérabilités résidentielles dans les logements sociaux bruxellois sont profondes, multiples et inégalement distribuées. Face à ces réalités, habitant-es, bénévoles et professionnel·les déploient une pluralité de pratiques de care, souvent invisibilisées, qui transforment, contournent ou réparent l'espace. Ce travail, indispensable au maintien de la vie, compense largement les carences institutionnelles, mais demeure précaire, sous-valorisé et conditionné par les caractéristiques spatiales du logement, du bâtiment et du quartier. L'analyse rend compte de ces dynamiques selon quatre échelles imbriquées : logement individuel, communs du bâtiment, quartier, et cadre institutionnel/territorial, en croisant vulnérabilités, pratiques de care, soutiens et obstacles spatiaux, lectures intersectionnelles et pistes d'action.

1. Le logement individuel : un espace de care sous-dimensionné et contraint

Les logements sont marqués par l'exiguïté, l'insalubrité, l'inadaptation aux PMR, le manque d'équipements et la relégation géographique lors des attributions. Ces conditions renforcent isolement, précarité énergétique et surcharge domestique. Les résident-es doivent compenser en déployant un travail de care intense : aménagements de fortune (pièces multifonctionnelles, bricolages d'aération ou de rangement, endettement pour équipements de base), mais aussi un travail quotidien de care aux

proches qui englobe la garde d'enfants, le soutien aux personnes âgées, l'accompagnement de voisin-es malades, le ménage ou la cuisine pour des proches. Ces pratiques, vitales au maintien de la vie quotidienne, reposent largement sur les solidarités de proximité et se déroulent dans un espace souvent inadapté. Les violences domestiques prennent également une dimension proprement spatiale : la petitesse des pièces, l'absence d'intimité et la distribution imposée des chambres (par exemple une chambre unique pour un couple) transforment l'espace domestique en un lieu de contraintes. Le logement devient à la fois le théâtre et l'instrument de la violence, enfermant les victimes dans une promiscuité forcée, limitant les possibilités de repli, et exposant les femmes, personnes racisées, trans et handicapées à des violences quotidiennes. Cette structuration spatiale produit une vulnérabilité silencieuse, souvent invisible pour les institutions, mais déterminante dans la reproduction des rapports de pouvoir à l'intérieur du foyer.

Les soutiens spatiaux (caresupports) résident dans les logements mieux dimensionnés et modulables, permettant par exemple de dégager une pièce pour accueillir un-e aidant-e, stocker des denrées ou installer un coin de care. À l'inverse, les logements exigus, vétustes ou inaccessibles empêchent la mise en place du travail de care et exposent les ménages à des violences silencieuses. Les femmes, souvent racisées et en situation monoparentale, assument une double charge : celle de leur propre foyer et celle des proches, voisin-es ou parents isolés, sans reconnaissance institutionnelle ni soutien structurel.

Résultats et scénarios prospectifs

2. Les communs d'immeuble : entre conflictualité et solidarité

Les communs souffrent d'interdictions d'usage, de dégradations et de conflits entre voisin·es, devenant, pour les personnes les plus vulnérables, des espaces hostiles. Pourtant, ils sont réinvestis pour le *care* : stockage, buanderies improvisées, entraide alimentaire, écoute. Les supports spatiaux (caresupports) favorables sont les paliers larges, halls lumineux et caves accessibles. Mais les dynamiques racistes, sexistes et validistes entravent leur appropriation collective. Les femmes racisées sont particulièrement visées par des mécanismes d'exclusion. Les résident·es demandent leur reconnaissance institutionnelle comme espaces de care, leur aménagement modulable et une gouvernance participative tenant compte des rapports de domination à l'œuvre dans les processus participatifs actuels.

3. Le quartier : ressource périphérique et partiellement appropriée

À l'échelle des quartiers, les vulnérabilités tiennent (1) au manque d'équipements accessibles et au manque de service pour le travail de care (centres de soin, crèches, santé, lieux religieux, espaces communautaires), (2) à un espace public perçu comme inhospitalier, contrôlé et peu équipé (manque d'espace de repos, de toilettes, de transports adaptés) et (3) aux discriminations systémiques que vivent particulièrement les femmes racisées et les personnes LGBTQIA+. En réponse, les habitant·es développent néanmoins des formes collectives de care dans les interstices

(réseaux maternels, jardins partagés, événements communautaires). Les éléments spatiaux soutenant le travail de care (caresupports) incluent des places sûres et accessibles, des centres communautaires, des cafés associatifs, des salles de quartier ouvertes tard, associés à un accompagnement communautaire aux personnes en charge du travail de care et de système de gouvernance qui inclut les personnes minorisées. Cela implique d'offrir dans les quartiers, des lieux de soin mobiles, des permanences élargies d'accompagnement social et communautaire, le soutien aux initiatives existantes et non visibles, et la reconnaissance des réseaux minoritaires comme acteurs structurants.

4. L'échelle institutionnelle et territoriale : gouvernance fragmentée et inégalitaire

Les sociétés de logement social (SISP) et administrations peinent à assumer leurs responsabilités : logements attribués malgré l'insalubrité, médiations perçues comme discriminantes, absence d'adaptation aux besoins spécifiques (PMR, familles élargies, minorités). Le système d'attribution renforce la relégation et brise les réseaux de care existants. À l'échelle régionale, l'absence d'une grille urbanistique du *care* laisse émerger des « zones blanches » dépourvues de services essentiels. Les habitant·es demandent une gouvernance participative, des dispositifs multilingues et inclusifs, et une planification territoriale garantissant l'accès de chaque bassin de vie à des infrastructures de soin, spirituelles et communautaires.

Résultats et scénarios prospectifs

Quels scénarios de care pour lutter contre les vulnérabilités résidentielles en Région de Bruxelles capitale d'ici 2050 ?

La société néo-communautaire :

<https://youtu.be/yEQRLuKD-dk?si=aRxy7ILOI47aGw5->

La société LiberalTech :

<https://youtu.be/gXXPZan-gzs?si=a4muPzfv8-g9PfZ>

La société associativiste :

<https://youtu.be/Bq2REUqxEgs?si=6BQJM0iBTuqWL4Uc>

La société familiale-nationaliste :

<https://youtu.be/zZqVzUD7Osg?si=Y-DaN6YvpERIMlix>

Menaces, opportunités et leviers d'actions pour une prise en compte du travail de care dans les politiques publiques bruxelloises

1. Société de care néo-communautaire

= S'inspire d'un travail de care ancré dans l'interdépendance humaine, écologique et territoriale.

Ce scénario anticipe une société post-industrielle, low-tech et communautaire, où les infrastructures sont partagées, le travail de care est collectif et l'habitat est pensé comme un écosystème vivant. Il inspire une vision résiliente et inclusive du logement et du soin, intégrée dans les échelles locales et les solidarités de proximité.

Opportunités

- Renforcement des solidarités locales et réduction des inégalités
- Transition vers des modèles low-tech et une gouvernance démocratique de proximité

Menaces

- Non-reconnaissance du travail de care et surcharge des personnes minorisées
- Inégalités d'accès aux communs urbains et dépendance à des financements publics instables

Leviers d'actions

- Intégrer des équipements de care mutualisé dans les normes urbanistiques via le Règlement

Résultats et scénarios prospectifs

Régional d'Urbanisme (RRU) et le Plan Régional d'Affectation du Sol (PRAS)

- Financer des postes d'animation communautaire sur le long terme via les contrats de Rénovation Urbaine (CRU)
- Favoriser les cohabitations choisies dans l'attribution des logements sociaux et ne pas les pénaliser fiscalement
- Eviter le déracinement des habitant·es lors de l'attribution des logements sociaux (possibilité de refus multiple sans pénalisation)
- Soutenir les coopératives d'habitant·es à finalité sociale et de care
- Mettre en place des comités d'habitant·es avec budget de fonctionnement – Revoir le fonctionnement des Conseils Consultatifs des Locataires (CoCoLos)
- Imposer une norme sur la « capacité de care » dans les cahiers des charges : personne référente dans les consortiums des maîtrises d'œuvre, intégration du care dans les référentiels de qualité.

2. Société de care Liberal-Tech

= S'inspire d'un travail de care ancré dans la dépendance aux intelligences artificielles et aux logiques économiques et où les ressources écologiques sont épuisées.

Ce scénario projette une société gouvernée par les logiques de rendement, la domination des IA et la marchandisation du logement. Il alerte sur les risques de fracture numérique, de dépendance aux plateformes, d'effacement du lien humain et de l'action collective dans les politiques sociales.

Opportunités

- Mise en débat de la réhumanisation des services sociaux
- Ouverture à des politiques sociales féministes

Menaces

- Automatisation du soin, fracture numérique, isolement social
- Marchandisation extrême du logement.

Leviers d'actions

- Interdire le conditionnement numérique pour accéder aux droits sociaux et en l'occurrence le droit à un logement social
- Créer un observatoire citoyen de l'impact des algorithmes pour les personnes minorisées (perspective intersectionnelle)

Résultats et scénarios prospectifs

- Imposer une gestion humaine dans les cahiers des charges du logement (conciergerie, réparation via le travail artisanal, etc.)
- Lutter contre les smart buildings
- Réguler la densité pour encourager les échelles humaines
- Obliger la prise en compte des non-humain-es dans les cahiers des charges de requalification des espaces ouverts aux abords des logements

3. Société de *care* associativiste

= S'inspire d'une gouvernance où l'État délègue le travail de care vers des associations. Le travail de care est valorisé et son utilité est évaluée. Les personnes minorisées sont en première ligne de cette organisation sociale, ce qui peut parfois provoquer de l'épuisement lié à l'injonction à participer à la prise en charge du travail de care.

Opportunités

- Reconnaissance et valorisation du travail de care et du tissu associatif
- Coordination inter-sectorielle et implication des premier-es concerné-es dans l'action publique sur le travail de care

Menaces

- Précarisation de tou·tes les actrices intermédiaires de la société
- Épuisement des personnes minorisées
- Non-reconnaissance du *care* informel
- Manque de financement du secteur associatif et injonction à la participation

Leviers d'action

- Inclure le travail de care dans les projets de rénovation (Rénolution)

Résultats et scénarios prospectifs

- Créer un fonds pour les rénovations urgentes dans le logement social (cadastre des urgences et des priorités)
- Adapter et appliquer les normes pour le travail de care (PMR+, communs, paliers, buanderies, etc.)
- Mettre en place une charte du *care* fixant des standards régionaux
- Garantir des financements structurels aux associations de proximité liées au *care* et au logement
- Cartographier les communs du *care* pour mieux les soutenir et identifier des zones blanches pour l'intégration de services
- Favoriser les projets de logements avec gouvernance partagée
- Programmer des corridors de care dans la planification régionale pour s'assurer de mobilités adaptées entre logements et services de care
- Créer des lieux d'accueil pour les personnes victimes de violence domestique et/ou résidentielle
- Former les actrices des services intermédiaires (en contact avec les publics) à la perspective intersectionnelle et aux enjeux liés au travail de care.

4. Société familiale-nationaliste

= S'inspire d'un travail de care ancré dans une régime autoritaire où la famille traditionnelle, la procréation normative et les rôles genrés stricts encadrent la société.

Opportunités

- Affirmation des droits des LGBTQIA+ et des formes de vie non normatives
- Renforcement des droits anti-discrimination
- Affirmation de l'importance de la justice spatiale

Menaces mises en évidence dans ce scénario

- Régression des droits fondamentaux
- Violences institutionnelles
- Répression des solidarités informelles
- Exploitation maximale du travail de care
- Instrumentalisation du logement

Recommandations & leviers pour aujourd'hui

- Former les actrices institutionnel·les à la lutte contre les violences systémiques
- Créer des mesures d'actions positives pour les personnes sexisées et les ménages à parenté choisie dans le logement social (étendre les quotas)

Résultats et scénarios prospectifs

- Impliquer les publics collectifs concernés dans l'évaluation des politiques de logement
- Sanctionner les bailleurs publics en cas de logements insalubres
- Prolonger le moratoire sur les expulsions à toutes les personnes minorisées
- Rattacher les politiques de logement et d'urbanisme aux stratégies LGBTQIA+, santé-social et égalité des chances
- Repenser le Plan Régional d'Affectation du Sol (PRAS) à l'aune des droits fondamentaux pour les personnes minorisées
- Appliquer largement le gendermainstreaming dans les politiques publiques régionales.

Recommandations politiques

Les scénarios explorés mettent en lumière des trajectoires possibles de société face aux crises du care et du logement, aujourd'hui profondément imbriquées. Leur traitement séparé génère des réponses fragmentées et inefficaces.

Penser ensemble logement et travail de care, c'est reconnaître que le logement est aussi un espace de care, que le bâti influence les solidarités de proximités, et que les politiques urbaines peuvent renforcer – ou au contraire fragiliser – les réseaux d'entraide.

Pour répondre aux urgences sociales, écologiques et démocratiques actuelles, il est indispensable de décroisonner les politiques publiques, et d'y intégrer les savoirs, les pratiques et besoins des personnes minorisées et victimes de discriminations croisées. Cela suppose des actions intersectorielles, structurelles et inclusives, à la hauteur des ambitions de l'avènement d'une société du *care*.

Liste de publications

Salembier, C., Courbebaisse, A., Leclercq, B., Peltier, E., & Bergilez, J.-D. (Reviewing). Habiter le care/Housing is Caring. Presses Universitaires de Louvain.

Courbebaisse, A. (à paraître). Vieillir dans une tour de 30 étages Retraites et société, Vieillir au cœur des métropoles.

Leclercq, B., Courbebaisse, A., Salembier, C., & Totolehibe, A. (2024). Cachez ce care que je ne saurais voir. Les ajustements méthodologiques d'une étude féministe du travail du care dans le logement collectif. *Geoproximités*, 2 <https://geoproximites.fr/ark:/84480/2024/06/01/care-al7/>

Courbebaisse, A. (2024). Prendre soin de nos espaces pour prendre soin de nos vieux. *Cahiers de l'Espace Public*, 49, 45-47.

Salembier, C., Bernard, N., Girardo, M. S., & Muxi Martinez, Z. (2024). Le privé est politique : le droit au logement réinterprété au prisme du genre et du confinement. In J. Hermesse & O. Servais (Eds.), *Déconfiner L'Europe* (pp. 215-251). Karthala.

Courbebaisse, A., & Salembier, C. (2023). L'espace comme support de care. In C. Younès, D. Marcillon, & C. Baudart (Eds.), *Prendre soin: architecture et philosophie* (pp. 41-56). Hermann.

Salembier, C., & Courbebaisse, A. (2023). Les seuils du care. Les conditions socio-spatiales de l'application d'une éthique du care. *Revue philosophique de Louvain* 120, 103-119.

Salembier, C. (2023). Towards a feminist definition of housing. *Tijdschrift voor Genderstudies*, 26, 99-105.

Courbebaisse, A., & Salembier, C. (2022). L'espace au prisme de l'éthique du care/Housing through the lens of care. *Les Cahiers de la recherche architecturale urbaine et paysagère*. <https://doi.org/https://doi.org/10.4000/craup.9523>

Salembier, C. (2022). La vivienda como objeto feminista *Revista con la a, Urbanismo y Arquitectura feminista*, 81. <https://conlaa.com/la-vivienda-como-objeto-feminista/?output=pdf>

Guisset, S., Wagener, M., Leclercq, B., & Salembier, C. (2023). Les inégalités de genre liées au logement en Région de Bruxelles-capitale. *Bruxelles Logement. Rapport de recherche*.

L'équipe de recherche

Chloé Salembier
Faculté d'architecture, d'ingénierie architecturale,
d'urbanisme (LOCI)
UCLouvain
e-mail : chloe.salembier@uclouvain.be

Audrey Courbebaisse
École Nationale Supérieure d'Architecture de
Bretagne

Nicolas Bernard
Faculté de droit Saint-Louis (Droit-SaintLouis)
UCLouvain Saint-Louis)

Ansao Totolehibe
UCLouvain

Emma Peltier
UCLouvain

Benjamin Leclercq
Université de Strasbourg)

Julie Vanderhaeghen
Atelier cartographique

Isabelle Detienne
UCLouvain

.

CLAUSE DE NON-RESPONSABILITÉ

Cette recherche a été financée par Innoviris. Toutes les opinions, convictions et recommandations exprimées dans ce document appartiennent entièrement à l'auteur. Innoviris ne peut en être tenu responsable.

Raison d'être du programme Prospective Research

La Région de Bruxelles Capitale est traversée par un ensemble de défis de société majeurs auxquels elle doit se préparer à faire face, qu'il s'agisse des crises sanitaires et écologiques qui viennent interroger radicalement nos modes de production et de consommation ; des changements climatiques qui affectent nos possibilités de vivre dans des espaces urbains complexes ; des inégalités sociales et économiques qui minent les fondements de notre vivre-ensemble ou encore des façons de se loger, d'aménager et de préserver l'espace, de se déplacer en ville qui viennent confronter durement des pratiques et des représentations de ce que doit être un territoire comme celui de la RBC. Ces défis peuvent être appréhendés comme des carrefours : ils ne peuvent se résumer à une seule composante, mais s'articulent de façon complexe autour de multiples causes, domaines, effets et acteurs dont les valeurs, les intérêts et les points de vue divergent. Il n'existe pas de vraie ou de fausse solution, mais des solutions pires ou meilleures en fonction des points de vue¹. Leur devenir est incertain, les développements futurs imprévisibles et les implications sur le temps long considérables. Ces éléments compliquent la gouvernance de nos sociétés confrontées aux enjeux de leur développement durable et inclusif. De fait, les modèles de prévision, reposant sur la projection de données passées et auxquels on demande d'annoncer ce que sera l'avenir, ne fonctionnent plus dans des périodes d'instabilité relative comme celles que nous traversons, ni pour penser l'après-demain. Nos systèmes évolueront très loin de leur régime actuel sans pour autant que l'on puisse en prévoir tous les effets².

Née au lendemain de la seconde guerre mondiale en France, la prospective s'est formalisée pour répondre aux interrogations politiques et sociales qui restent d'actualité : « un sentiment permanent d'accélération du temps ; la reconnaissance d'une incertitude totale et anxiogène ; le constat d'une complexité croissante des problèmes humains sous les effets des multiples interdépendances issues de la globalisation ; un potentiel quasi infini de la technique, accompagné de promesses toujours plus impressionnantes, mais le plus souvent déconnectées de réflexions éthiques ; une forte demande de réflexion sur les finalités des actions humaines ».³

Dès lors, depuis quelques années, bon nombre de pays se dotent d'analyses prospectives solides pour pouvoir agir dans un monde incertain. Le programme Prospective Research for Brussels s'inscrit dans ces développements en étant un programme de financement pionnier en Région de Bruxelles Capitale. Il soutient des recherches scientifiques prospectives portant sur des défis de sociétés majeurs, analysés de façon systémique, collaborative et pluridisciplinaire. Adossée à la recherche scientifique, la prospective vient construire un ensemble de recommandations basées sur des futurs possibles, à partir de jeux d'hypothèses précises et des récits qui articulent l'ensemble. Ces recommandations ont pour objectif d'interroger notre présent et d'aider les acteurs régionaux à s'orienter dans la nébuleuse d'incertitudes et de controverses, à se préparer à des changements de société anticipés et à provoquer des évolutions souhaitées, permettant de s'émanciper des logiques plus immédiates de gestion de crises aux conséquences environnementales, sociales et économiques particulièrement coûteuses. Ainsi, la prospective invite à « se réapproprié, individuellement et collectivement, l'avenir, (et à) devenir ensemble les artisans d'un futur choisi, plutôt que des victimes d'un avenir subi ».

¹ Cf. thèse de doctorat d'**Aurore Fransolet** (2019), *Knowing and Governing Super-Wicked Problems: A Social Analysis of Low-Carbon Scenarios*. Cf : <https://2100.org/wp-content/uploads/Synthese-these-Aurore-Fransolet.pdf>.

² **Jean-Pierre Laurent et Monnet Éric**, « Manières de dire l'avenir sans nier l'incertitude : de l'économie aux sciences du climat. Entretien avec Michel Armatte », *Tracés. Revue de Sciences humaines [En ligne]*, 24 | 2013. URL: <http://journals.openedition.org/traces/5671>.

³ **Durance Philippe** (sous la dir.), *La prospective stratégique en action*, 2014, Odile Jacob.



Prospective
research

*Funding research &
Innovation
Promoting science*